

# En Israël, les débuts d'une réflexion critique sur Gaza



Manifestation à Tel-Aviv (Israël), le 13 mai, pour réclamer la libération des otages israéliens détenus à Gaza. Itai Ron/Middle East Images via AFP

L'opération de conquête menée à Gaza depuis le 18 mars est loin de susciter l'unanimité dans une population israélienne inquiète du sort des otages et qui commence à s'interroger sur les limites du recours à la force militaire.

Jérusalem  
De notre correspondante

C'est la première fois qu'un leader israélien utilise des mots aussi virulents pour qualifier les actions d'Israël à Gaza. Mardi 20 mai, dans une interview à la radio publique Kan, le député d'opposition Yaïr Golan a déclaré qu'Israël était « en passe de devenir un État paria, comme l'Afrique du Sud l'a été autrefois » : « Un État sain d'esprit ne fait pas la guerre aux civils, ne tue pas de bébés comme un passe-temps et ne se fixe pas d'objectifs tels que l'expulsion d'une population », a ajouté le chef du parti Les Démocrates (ancien Parti travailliste).



Ancien chef d'état-major adjoint de l'armée israélienne, Yaïr Golan est l'une des voix les plus critiques à l'encontre du gouvernement. Cette déclaration lui a valu les foudres de l'ensemble du spectre politique israélien, outragé par l'idée que l'on puisse critiquer les actions de l'armée israélienne à Gaza et les « soldats les plus moraux du monde ». Benyamin Netanyahu a, lui, fustigé des « calomnies antisémites ». « Le fond du message a disparu avec la polémique, pourtant il était important : pour la première fois, un homme politique israélien dit que la fin ne justifie plus les

moyens et qu'il faut que la classe politique discute de cette guerre », souligne Denis Charbit, professeur de sciences politiques à l'Université ouverte d'Israël, qui dit observer « un début de réflexion critique sur les valeurs de cette guerre ». Le chercheur fait correspondre ce réveil au vote, début mai, de l'opération « Chariots de Gédéon », présentée comme une manœuvre de conquête, d'occupation et de déplacement de population à Gaza, ainsi qu'à la multiplication des rapports sur les risques de famine.

Face à une communauté internationale de plus en plus tranchée dans ses critiques, les lignes bougent à droite de l'échiquier politique. L'éditorialiste Dror Even-Sapir notait, dans sa chronique du 18 mai sur la chaîne i24News, proche des positions du gouvernement, « l'impossibilité pour certains d'envisager comment cette guerre est, peut-être, allée trop loin et la difficulté pour nous tous, y compris (lui)-même, de penser que cela pourrait être le cas ». « Ce qui est frappant, ajoutait-il, c'est cet angle mort de notre réflexion sur

« Pour la première fois, un homme politique israélien dit que la fin ne justifie plus les moyens. »

cette guerre, notre incapacité à nous poser la question des limites du recours à cette force militaire. »

De leur côté, les familles des 58 otages, dont 20 seraient en vie, continuent à plaider pour un accord, s'opposant à une pression militaire qui tue leurs proches. Bataillant inlassablement pour la libération des leurs, ces familles ont été reléguées au rang de fauteurs de trouble par un gouvernement qui poursuit une guerre dont la majorité ne veut plus : fin avril, 70 % des Israéliens se disaient prêts à la fin de la guerre en échange des otages, d'après un sondage de l'Institut israélien pour la démocratie (IDI). « C'est une tendan-

## repères

### Londres hausse le ton

Le Royaume-Uni a annoncé, mardi 20 mai, suspendre ses négociations pour un accord de libre-échange avec Israël et convoquer l'ambassadrice de ce pays au Royaume-Uni, Tzipi Hotovely, en réponse à l'intensification de l'offensive à Gaza. Le ministère des affaires étrangères a annoncé des sanctions contre des colons israéliens pour des violences en Cisjordanie.

La Suède plaide pour des sanctions européennes contre « certains ministres israéliens », faute d'amélioration de la situation des civils à Gaza, a indiqué mardi le ministre des affaires étrangères, Maria Malmer Stenergard.

« Les pressions extérieures ne détourneront pas Israël de sa voie, qui est de défendre son existence et sa sécurité contre des ennemis qui cherchent à le détruire », ont répondu les autorités israéliennes.

ce claire et croissante, mais elle s'articule autour du retour des otages », note Lior Yohanani, un des auteurs du sondage. « Le public israélien est de plus en plus sceptique quant aux motifs qui sous-tendent la poursuite des combats. Beaucoup craignent que les motivations politiques et les intérêts personnels ne dictent les décisions, plutôt que des considérations stratégiques, sécuritaires et diplomatiques. »

Les voix les plus critiques restent toutefois largement réprimées. Dimanche 18 mai, une marche organisée près de la frontière avec Gaza par le mouvement de gauche Standing Together pour demander la fin de la guerre s'est terminée par l'arrestation de six manifestants, dont le codirecteur juif de l'organisation : « Lorsque les colons franchissent la frontière pour entrer dans Gaza, ils sont libérés, dénonce Rula Daoud, codirectrice, arabe israélienne. Mais quand nous exigeons un accord et la paix, ils nous envoient en prison. »

Cécile Lemoine